

Entente visant la fermeture de certaines exploitations salmonicoles en Colombie-Britannique : les Premières Nations surveilleront celles qui restent pour protéger la santé du saumon sauvage

Les fermes d'élevage du saumon de l'Atlantique en parcs en filet ont fait l'objet d'importantes controverses chez les Premières Nations de la côte de la Colombie-Britannique. Mais plutôt que d'occuper les fermes, les Premières Nations de l'archipel de Broughton leur rendent maintenant visite pour surveiller la santé des poissons captifs de l'industrie. Leur objectif est d'assurer la protection du saumon sauvage du Pacifique sur leur territoire sur le flanc nord-est du détroit de la Reine-Charlotte, au large de la côte de la Colombie-Britannique.

Après des années de protestations et d'audiences devant les tribunaux, les Premières Nations de l'archipel de Broughton et la province de la Colombie-Britannique ont convenu, dans une lettre d'entente historique, d'élaborer un processus consensuel pour formuler des recommandations relatives aux fermes piscicoles en parcs en filet. Des recommandations consensuelles ont été élaborées à l'automne 2018, y compris la mise hors service de 10 des 17 fermes en exploitation d'ici 2022, l'établissement d'un laboratoire indépendant de génomique, et la création par les Premières Nations d'un système de surveillance et de normes autochtones pour les fermes d'élevage restantes afin de déterminer si les modes d'occupations restantes peuvent être renouvelées pour poursuivre leurs activités. Ces recommandations ont également été appuyées par les deux entreprises qui exploitent les piscicultures dans la région.

« Il y a eu un énorme changement [...] ce fut un parcours tout à fait étonnant », affirme Kelly Speck, de la Première Nation 'Namgis. Les 'Namgis, les Kwikwasut'inuxw-Haxwa'mis et les Mamalilikulla constituent les Premières Nations de l'archipel de Broughton.

« La Première Nation 'Namgis était en train de planifier une poursuite judiciaire contre le ministère des Pêches et des Océans à l'automne 2017 lorsque tout a changé dans la relation avec la province », de dire madame Speck, qui a représenté les Premières Nations tout au long du processus qui a mené à la rédaction de la lettre d'entente.

Le Canada est le quatrième producteur de saumons d'élevage en importance dans le monde, et le saumon de l'Atlantique est le principal produit d'exportation aquacole du Canada. En 2017, la production de saumon de l'Atlantique était évaluée à un milliard de dollars et la Colombie-Britannique était la principale province productrice. Cependant, l'aquaculture en parcs en filet a fait l'objet de nombreux débats concernant le rôle des virus, des maladies et du pou du poisson provenant de ces exploitations dans le déclin rapide des populations de saumon sauvage.



Mention de source : Bob Chamberlin

Le gouvernement actuel de la Colombie-Britannique voulait adopter le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, comme le prévoit la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et il a rencontré les Premières Nations en octobre 2017 pour commencer à parler des fermes piscicoles, entre autres. Ils se sont entendus sur un processus décisionnel partagé fondé sur un consensus pour régler la question des piscicultures, puisque les permis d'occupation des 17 fermes piscicoles de la région de Broughton devaient être renouvelés à l'époque.

« Nous avons créé un véritable processus de gouvernement à gouvernement », affirme James Mack, sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture, des Sciences et des Politiques de la Colombie-Britannique. Le fait d'être égaux dans le processus décisionnel a permis aux Premières Nations et au gouvernement d'acquiescer une compréhension mutuelle et de comprendre leurs différents intérêts et priorités, et de parvenir à un consensus sur la voie à suivre, dit M. Mack.

« Il s'agit d'un cas phare en ce qui concerne les objectifs de réconciliation », dit-il. Il donne un exemple concret de la façon dont « le fait d'adopter une approche différente par rapport à la gouvernance des Premières Nations a produit un résultat qui convient à tout le monde ».

Dans la lettre d'entente, le gouvernement de la Colombie-Britannique a convenu que l'industrie avait besoin du consentement des Premières Nations de l'archipel de Broughton pour travailler sur leur territoire après 2022.

« Ce fut une véritable tempête d'événements », affirme Bob Chamberlin, ancien chef élu de la Première Nation Kwikwasut'inuxw-Haxwa'mis. Bien que M. Chamberlin se soit opposé aux piscicultures pendant les 14 années où il a été chef élu, le fait de s'en débarrasser immédiatement aurait des répercussions économiques locales et serait injuste pour l'industrie et ses employés, a-t-il dit.

Un plan de transition a été élaboré à la suite de nombreuses réunions en 2018, et il y a eu consensus sur le fait que les piscicultures avaient des répercussions sur l'environnement et le saumon sauvage. Le plan de transition intégrait les connaissances écologiques traditionnelles sur la migration du saumon, qui sont devenues la base de la mise hors service des premières piscicultures pour protéger les voies de migration, affirme M. Chamberlin.

Sur les 10 fermes à mettre hors service, sept ont déjà été retirées et le Plan de surveillance et d'inspection autochtone (PSIA) a commencé grâce au soutien du Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique. Dans le cadre du PSIA, les Premières Nations sont responsables de surveiller la

santé du poisson, le pou du poisson, les pathogènes, les agents pathogènes et les maladies avant et après l'introduction du poisson dans la pisciculture.

En collaboration avec des entreprises d'aquaculture, les Premières Nations prélèvent également des échantillons de saumoneaux (jeunes saumons) dans des éclosiers de l'industrie. On procède actuellement à des tests pour détecter la présence de l'orthoréovirus pisciaire (PRV), qui est assez courant même chez le saumon de l'Atlantique d'élevage en santé. Si l'on détecte la présence du PRV, les saumoneaux ne seront pas transférés dans des parcs en filet d'eau salée. Les tests sont effectués par le laboratoire *kl̓ c̓p̓əl̓k̓ st̓im̓* de l'Okanagan Nation Alliance (ONA) qui soutient l'éclosier de l'ONA à Penticton, en Colombie-Britannique.

« Nous effectuons des tests de dépistage du PRV depuis l'automne 2019 », explique Chad Fuller, biologiste de la recherche et du diagnostic du secteur de la pêche à l'ONA. Jusqu'à présent, un seul échantillon a été affecté par une inflammation du cœur et du muscle squelettique, la maladie liée au PRV, affirme M. Fuller.

Le partenariat entre la Première Nation 'Namgis et l'ONA est la première étape de l'établissement d'un laboratoire de génomique indépendant des Premières Nations de la Colombie-Britannique qui offrira des tests de pathogènes à haut débit et à la fine pointe de la science à l'aide de la technologie Fluidigm BioMark^{MD}.

Les maladies infectieuses contribuent au déclin des populations de saumon sauvage et nuisent au succès des activités de mise en valeur du saumon. Le pou du poisson est une autre préoccupation importante, car il infeste souvent le saumon d'élevage et lorsque des jeunes saumons sauvages vulnérables passent par les cages en filet lors de leur migration, ils peuvent eux aussi devenir infestés.





Signature de la lettre d'entente. Mention de source : Bob Chamberlin

« Nous voulons effectuer des échantillonnages sur des poissons vivants, sur place, pour déterminer comment le pou pourrait se propager d'une pisciculture à l'autre », explique madame Speck de la Première Nation 'Namgis. De plus, dans le cadre du plan de surveillance, il y aura un contrôle plus serré du pou du saumon d'élevage dans les enclos. « Nous travaillons avec les entreprises, mais nous recueillons et analysons les données, ce qui permet plus de transparence et d'indépendance », dit-elle.

Auparavant, les Premières Nations n'entretenaient pas de relations avec les entreprises d'aquaculture. Cependant, grâce aux divers processus décisionnels partagés qui ont mené à l'entente, toutes les parties ont appris les unes des autres, affirme madame Speck. « Nous avons dû accepter que les sociétés ont une entreprise à exploiter alors qu'elles comprennent maintenant qu'elles ont besoin de notre collaboration si elles veulent être sur notre territoire. »

Il a fallu beaucoup de dialogue et d'apprentissage au cours des deux dernières années, mais les résultats ont été « très satisfaisants et gratifiants », a déclaré madame Speck. Cela comprend le rétablissement de solides relations entre les trois Premières Nations de l'archipel de Broughton.

« Je pense que nous avons aussi une base pour une nouvelle relation entre le gouvernement et les Premières Nations », a-t-elle conclu.

Pratiques exemplaires :
Volonté de réconciliation